

## Plus de cinq mois de mobilisation Le Parti socialiste continue d'accompagner le mouvement



N°588  
DU 30 OCTOBRE  
AU 5 NOVEMBRE  
1,5€

10, rue de Solférino  
75333 Paris Cedex 07  
Tél.: 01 45 56 77 52 - Fax: 01 47 05 27 70  
hebdo@parti-socialiste.fr

DIRECTEUR DE LA RÉDACTION ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION • David Assouline  
• RÉDACTRICE EN CHEF Stéphanie Platat (77 52) • PHOTO Philippe Grangeaud (76 00) • MAQUETTE Florent Chagnon (79 44) • FLASHAGE ET IMPRESSION PGE (94) Saint-Mandé •  
N° DE COMMISSION PARITAIRE : 0114P11223 •  
ISSN 127786772  
"L'Hebdo des socialistes" est édité par Solfé Communications, tiré à 25 200 exemplaires

### L'AGENDA

#### 6 novembre

► Retraites

Journée de mobilisation pour la défense de notre système de retraites

#### 6 novembre

► Forum des idées

Sur la thématique de la ville du XXI<sup>e</sup> siècle, à Lille

#### 9 novembre

► Conseil national

Sur le thème de l'Égalité réelle à l'Assemblée nationale, Paris

#### 17 novembre

► Forum des idées

Sur la thématique de la sécurité, à Créteil





## L'info en continu

Martine Aubry, 24/10/10

### Disparition

« J'apprends avec émotion le décès de Georges Frêche. Je salue la mémoire d'un grand élu, visionnaire et bâtisseur, dont le nom restera à jamais lié à Montpellier et sa région. Au-delà des désaccords que nous avons pu avoir, je souhaite me souvenir d'un homme courageux et engagé. Je fais part de mes pensées les plus chaleureuses à sa famille, à ses proches et à ses amis politiques ». Une délégation de membres du Bureau national emmenée par Harlem Désir, François Lamy et Pascale Boistard, a assisté aux obsèques du Président de la Région Languedoc-Roussillon.

David Assouline, 26/10/10

### Déni de démocratie

« Depuis le début, il y a une espèce de course-poursuite du gouvernement pour imposer et passer en force, ce qui explique la situation dans le pays. Si les salariés continuent d'être fortement mobilisés, malgré les votes de l'Assemblée et du Sénat, c'est bien qu'à l'origine, Nicolas Sarkozy n'avait pas de mandat, et avait même déclaré qu'il ne toucherait pas à l'âge légal. C'est une profonde injustice et une façon de faire qui n'est pas démocratique ».

## LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

# +300



Cela fait 300 jours (25 octobre) que Stéphane Taponier et Hervé Ghesquière, journalistes à France Télévision, et leurs trois accompagnateurs sont retenus en otage en Afghanistan. Cet été, à La Rochelle, durant l'Université d'été, le Parti socialiste avait témoigné de son soutien en accrochant une banderole réclamant la libération des otages.

## L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

### Pour une réforme de la garde à vue

Conséquence directe de la politique du chiffre de Nicolas Sarkozy, le nombre de gardes à vue a explosé depuis 2002, pour atteindre près de 800 000 personnes. Sans remettre en cause le principe de la garde à vue, il est toutefois nécessaire de retrouver de la rigueur dans son usage. Le Conseil Constitutionnel, la Cour Européenne des droits de l'Homme et la Cour de cassation ont déclaré que les dispositions de notre code de procédure pénale organisant le régime de la garde à vue étaient contraires à la Constitution et à la Convention Européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Face à ces décisions, Michèle Alliot-Marie a présenté un projet

de loi qui, par la création d'une « audition libre » sans droits et sans limitation de durée, contourne les jurisprudences récentes.

Le PS propose une réforme, applicable à tous les régimes de garde à vue. Cette réforme permet de concilier le respect des droits des personnes et les exigences légitimes du bon fonctionnement de la justice et de la police.

### Sommet européen : l'Europe doit enfin agir

Le prochain sommet européen doit permettre de jeter les bases de la nouvelle gouvernance économique européenne et les positions de l'Union pour le prochain sommet du G20. « L'Europe ne peut se permettre un sommet pour rien », a déclaré le Bureau national du PS, le gouvernement

de Nicolas Sarkozy n'a fait aucune proposition pour avancer sur le sujet essentiel des déséquilibres macroéconomiques internes à la zone euro. La position adoptée par la France et l'Allemagne ne fait que renforcer l'austérité budgétaire sans stratégie de relance ». Les socialistes européens plaident pour une relance de la stratégie économique et sociale européenne fondée sur les principes de solidarité et de durabilité. Le Parti socialiste demande à la France et aux Européens de « mettre cette question à l'ordre du jour du sommet européen à la veille du sommet du G20 à Séoul ». Il demande également que l'Europe s'engage pour la mise en place d'urgence de nouveaux instruments de régulation des changes à l'échelle internationale.

## LA VIE DU PARTI

# Retour sur les séminaires NTIC

Le 23 octobre dernier, le Secrétariat national à l'industrie, aux entreprises et aux nouvelles technologies organisait son quatrième séminaire thématique sur « i-, bio-, green- techs et stratégies d'innovation ». Perte de substance industrielle et financiarisation des logiques d'innovation en Europe, dumping commercial agressif des émergents, baisse des investissements publics européens pour la R&D, passivité gouvernementale face à la perte de nombreux savoir faire français (télécommunications, logiciels...) et à la fragilisation des PME de la sous-traitance par les grands donneurs d'ordres – les inquiétudes sont nombreuses dans l'hyper-concurrence mondiale pour la matière grise et la valeur ajoutée. Des solutions sont portées par les socialistes : hausse du budget recherche de l'UE, « small business act » et clause « buy european » pour que l'Europe défende les actifs de ses entreprises et laboratoires

stratégiques, réseaux de compétences nationaux entre grands groupes et sous-traitants. Pour déployer les biotechnologies médicales (thérapie génique, cellulaire, tissulaire), des nano- et des green-techs dans l'économie et garantir leur régulation juridique, des pistes s'imposent. Au plan européen, avant tout : cadre réglementaire et scientifique commun, interdiction de la brevetabilité du vivant, soutien à la recherche via le programme cadre, intégration des politiques des États membres en matière de recherche et d'enseignement supérieur. Au plan national et territorial, aussi, il faut agir : réorientation du crédit impôt recherche vers les PME innovantes, fonds d'amorçage pour les start up puis capital-investissement / risque pour leur développement ou leur transmission, priorité renforcée aux PME dans les marchés publics, revalorisation des métiers scientifiques et diversification des parcours des chercheurs en sécurisant les statuts.

Remerciant les syndicalistes, ingénieurs, chercheurs, investisseurs, hauts fonctionnaires, membres des sections d'entreprises qui ont apporté leur expertise à cette journée de travail, Guillaume Bachelay, Secrétaire national, l'a rappelé avec force : « La politique industrielle que nous mettrons en œuvre en 2012 repose sur quatre piliers : la production, l'innovation, la formation, la protection. C'est le carré magique pour remettre la France en tête dans la mondialisation. Nous adosserons à un pôle public d'investissement industriel regroupant la CDC, Oséo, le FSI, la Banque Postale, les pôles de compétitivité, les dispositifs régionaux dédiés, et mobilisable sous forme de fonds régionaux au plus près du tissu économique. En régime de croisière, cent milliards d'euros alimenteront ce nouvel interventionnisme pour la croissance et l'emploi ».

# Les socialistes à l'offensive

## Au Sénat

La discussion sur la réforme des retraites a connu au Sénat le sort qu'elle avait subi à l'Assemblée. Débat tronqué, coup de force de la majorité pour plier les choses le plus rapidement possible. Prévu initialement le 15 octobre, le vote du texte au Sénat a tout de même été reporté deux fois grâce notamment à la mobilisation du groupe socialiste. Le gouvernement a fini jeudi, sur ordre de l'Elysée, par déclencher la procédure de vote unique. Le texte a été adopté par 177 voix contre 153. « Ce projet de loi fera du mal et le mal sera durable, la manière dont le gouvernement l'a mené laissera des traces » a expliqué Jean-Pierre Bel, président du groupe PS, lors des explications de vote. « À quoi sert notre prétendue indépendance d'esprit, si notre ordre du jour est fixé à l'Elysée ? » Le vote définitif après la CMP est intervenu au Sénat mardi après-midi. « Nous allons nous tourner à nouveau vers les partenaires sociaux, les Français, pour débattre ensemble de notre projet, de nos propositions pour construire "l'alternative" » a conclu Jean-Pierre Bel, il n'y a pas de fatalité à la régression, le mépris n'aura qu'un temps ».

## À l'Assemblée nationale

Après le vote du Sénat, obtenu vendredi après un nouveau coup de force de la droite, une

commission mixte paritaire a été convoquée dès lundi. « Il n'aura pas fallu longtemps pour que les masques tombent, explique Marisol Touraine, au nom de l'UMP le sénateur Alain Vasselle a accusé la PS d'avoir organisé et manipulé le mouvement social et les grèves qui touchent notre pays. Quelques instants plus tard, la sénatrice UMP Isabelle Debré a reconnu la nécessité d'engager une nouvelle réforme qui soit pérenne, à partir de 2013. L'aveu est clair : la réforme actuelle est un leurre et a pour seul objectif de passer 2012 ». Le vote définitif par l'Assemblée nationale devait avoir lieu mercredi après-midi. Les députés socialistes restent pour autant mobilisés sur le sujet des retraites puisqu'ils vont déposer un recours au Conseil constitutionnel. « Nous avons dit que nous mènerions la bataille jusqu'au bout et cela fait partie de la bataille », a déclaré Jean-Marc Ayrault. « Quoi qu'il arrive, a conclu Pierre Moscovici, il sortira de tout ça un perdant, Nicolas Sarkozy, et des gagnants, les syndicats et le Parti socialiste ».

## Au Parlement européen

Mercredi dernier, le Parlement européen a voté le budget de l'Union européenne. Le groupe socialiste a proposé, pour le budget 2011, la création d'une ligne « ressources propres » alimentée par une taxation des

transactions financières. Cette proposition a été rejetée par la droite. « Ce vote est scandaleux, dans la mesure où la droite explique aux citoyens et dans les médias être en faveur d'une telle taxe ; mais à l'heure du choix et alors que le Parlement européen en a le pouvoir, c'est elle qui enterre cette proposition juste et légitime », affirme Estelle Grelier. Ce positionnement de la droite est d'autant plus incompréhensible, que, le jour-même, le principe de la création d'une transaction des taxations financières a été adopté dans le rapport de la commission spéciale crise financière, économique et sociale, rédigé par Pervenche Berès.

La délégation socialiste française se réjouit du vote intervenu sur le rapport Estrela, et en particulier du vote en faveur d'un congé maternité de vingt semaines. « L'allongement du congé maternité à vingt semaines est un progrès social indéniable ; c'est une mesure populaire qui incarne l'Europe sociale pour laquelle nous nous battons, protectrice et solidaire » a commenté Sylvie Guillaume, membre de la commission droit des femmes. L'amendement soutenu par l'ensemble des socialistes européens a été adopté par 327 voix contre 320. « Ce vote démontre qu'il est encore possible aujourd'hui d'obtenir de nouveaux acquis sociaux », a affirmé Catherine Trautmann.

## L'info en continu

### Nathalie Perrin-Gilbert, 26/10/10 Crise du logement

« Par leurs actions, les membres du collectif Jeudi Noir ont mis en lumière l'inadmissible vacance d'immeubles entiers dans les centres-villes alors que la crise du logement sévit. À quelques jours de la trêve hivernale, cette expulsion est un très mauvais signal envoyé à l'ensemble des mal-logés. Le droit de propriété est un droit constitutionnel qui doit être respecté. Mais le droit au logement doit l'être également ».

### Bruno Julliard, 26/10/10 Ecole

« En proposant la mise en place d'un examen de passage au collège, Jean-françois Collé fait fausse route. Le retour d'un archaïque certificat d'étude, couperet de la scolarité primaire ne peut qu'aggraver cette situation. Les mieux à même d'évaluer les élèves et leurs difficultés sont leurs enseignants. Le vrai problème est le sous-investissement dont souffre l'école primaire en France ».

### Alain Vidalies, 26/10/10 Chômage

« Pour le seul mois de septembre 2010, on dénombre une augmentation de 28 300 demandeurs d'emploi. Ces chiffres confirment que la politique menée par le gouvernement est à bout de souffle. Tous les discours récents sur une France faisant mieux que ses voisins, sur un gouvernement et un président de la République à la hauteur des enjeux posés par la crise économique, sont pris en défaut ».

## À LIRE

# Le secteur Formation publique



C'est la séance de rattrapage de l'Université d'été de La Rochelle. Si vous n'avez pas pu assister à l'atelier 20 pour cause de présence obligatoire à l'atelier 19, vous pourrez, grâce à ce livret, tout savoir de ce qui s'est dit en votre absence. Le livret « Actes de l'Université d'été de la Rochelle » revient ainsi sur les plénières, les



ateliers, les conférences mais également le festival Hors-les-murs, qui se sont tenus, du 27 au 29 août dernier. Il permet de prolonger les discussions en section, entre militants, d'échanger de nouveaux points de vue avec les absents de l'été dernier.

Alors que la crise a définitivement acté la faillite du capitalisme financier, une révision des grandes théories économiques et des alternatives possibles peut être assez utile. C'est ce que propose le cahier formation de Liêm Hoang-Ngoc intitulé « Les socialistes et les grandes théories économiques ».

- ▶ Actes de l'Université d'été de La Rochelle, août 2010, 4 euros.
  - ▶ Les socialistes et les grandes théories économiques, Liêm Hoang-Ngoc, 4 euros.
- Renseignement : formation@parti-socialiste.fr

# PS



# Toujours plus nombreux-ses pour nos retraites !

**Face au déni de démocratie, la mobilisation ne doit pas faiblir. Après avoir refusé de négocier avec les syndicats, après avoir méprisé les millions de Français - 7 sur 10 - qui ont refusé le projet de réforme, Nicolas Sarkozy a contourné le Parlement (procédure accélérée, débats tronqués à l'Assemblée nationale et au Sénat).**

**C'est inacceptable. On ne touche pas aux retraites des Français sans les écouter, sans négocier avec les syndicats, sans respecter le Parlement.**

## Les mesures du gouvernement sont profondément injustes et ne règlent rien :

- ▶ transformer les jeunes retraités en vieux chômeurs, en obligeant les seniors à cotiser plus longtemps, et contraindre les femmes qui ont eu des carrières fractionnées à partir à 67 ans
- ▶ entraîner une baisse des pensions, comme après les précédentes réformes de la droite
- ▶ exclure la prise en compte de la pénibilité, qui n'a rien à voir avec l'invalidité
- ▶ faire porter plus de 90 % des nouveaux efforts sur les seuls salariés et presque rien sur les revenus du capital
- ▶ piller le Fonds de réserve des retraites pour maquiller les déficits en vue de 2012, sans même régler durablement le problème du financement !

## Une autre réforme est possible : c'est celle que propose le Parti socialiste

- 1. Le maintien de l'âge légal de départ à 60 ans, protection pour les salariés ayant commencé à travailler le plus tôt, liberté de choix pour tous.**
- 2. Une réelle prise en compte de la pénibilité, tenant compte de l'espérance de vie liée aux parcours professionnels.**
- 3. Le financement des retraites du premier au dernier euro par des efforts partagés : les revenus du capital et les banques doivent aussi contribuer à l'effort de solidarité.**
- 4. Des mesures démographiques - durée de cotisation, emploi des seniors, bonus incitatifs - pour prendre en compte l'allongement de la vie.**
- 5. Un Fonds de réserve des retraites garanti, pour amortir les chocs démographiques ou économiques.**

**Mobilisons-nous pour faire reculer le gouvernement**

**Mobilisons-nous pour une réforme juste, qui préserve nos retraites et celles de nos enfants**